

Un risque systémique pour l'Europe tout entière Berlin se déchire sur un plan Paulson à l'européenne

di Pierre-Antoine Delhommais

LES SOMBRES prédictions de plusieurs économistes illustres qui s'opposaient à la création de la monnaie unique sont-elles en train de se vérifier ?

Milton Friedman, Maurice Allais et quelques autres estimaient que le lancement de l'euro était voué à l'échec parce que l'Europe ne s'était pas dotée d'une structure politique adéquate, en un mot qu'on avait mis la charrue monétaire avant les boeufs institutionnels.

Depuis 1999, les faits leur donnaient tort, l'euro était devenu une grande monnaie internationale, rivalisant avec le dollar, gérée efficacement depuis Francfort, par une Banque centrale européenne (BCE) sûre d'elle-même et dominatrice. Mais la crise des subprimes semble aujourd'hui donner du crédit à leurs thèses. Les Européens sont incapables de s'entendre pour sauver leur système bancaire en péril. Alors que nombre de banques européennes se retrouvent au bord du gouffre, prises au piège de leurs investissements hasardeux dans les crédits immobiliers américains, Allemands et Français s'affrontent avec une incroyable dureté sur un plan de sauvetage.

Berlin rejette catégoriquement l'idée lancée par Paris et Amsterdam, avec le soutien de l'OCDE, d'un plan Paulson à l'européenne qui consisterait à faire reprendre par les Etats les actifs toxiques détenus par les banques.

Il justifie son hostilité par le principe de subsidiarité, selon lequel les problèmes doivent être réglés au niveau national : le contribuable allemand peut être sollicité pour renflouer les banques allemandes mais n'a pas à payer pour les bêtises commises par des françaises ou des italiennes.

Les Français jugent, au contraire, que le problème doit être réglé de façon globale et transnationale, puisque c'est le bilan même de la BCE, organisme supranational, qui est aujourd'hui fragilisé.

L'urgence qu'il y a à sauver le système bancaire européen rend la bataille franco-allemande tragique. La divulgation du montant astronomique (300 milliards d'euros) envisagé démontre à quel point les banques européennes - dont tous nos dirigeants nous avaient prétendu qu'elles étaient épargnées par la crise - sont malades.

C'est la pire des situations : on connaît désormais l'ampleur du mal, mais les Diafoirus Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ne sont pas d'accord sur la thérapeutique. Au même moment, les Américains sont sur le point d'adopter, enfin, le plan Paulson, la Réserve fédérale et le Trésor américain sont unis pour tenter d'éteindre l'incendie. Le risque systémique ne concerne plus seulement le système bancaire du Vieux Continent. C'est la construction européenne tout entière qui est menacée.